

Maxime Durand

## De la conjoncture économique aux luttes revendicatives

Rapport pour la Commission Nationale Ouvrière -13/14 avril 1991

Ce rapport vise à brosser un tableau de la conjoncture économique actuelle. Il s'organise en quatre parties, de longueur et d'ambition différentes.

La première partie (L'ECONOMIE MONDIALE) présente les tendances de l'économie mondiale et cherche à évaluer l'impact de la guerre du Golfe.

La seconde (LE MODELE FRANCAIS) propose un bilan rapide du fonctionnement du capitalisme français depuis le tournant vers l'austérité de 1982-83.

La troisième (LA FORCE DE TRAVAIL) rassemble un certain nombre de données et d'analyse sur la structure de l'emploi et l'organisation du travail en France depuis l'entrée en crise.

Enfin une courte partie de conclusion (L'ARTICULATION AVEC LES REVENDICATIONS) propose quelques pistes découlant des analyses précédentes et permettant d'introduire le débat sur les perspectives revendicatives.

### 1. L'ECONOMIE MONDIALE

#### 1.1. EN TOILE DE FOND : LE RALENTISSEMENT DE L'ECONOMIE MONDIALE

L'année 1991 sera pour le capitalisme international une année de crise. La récession a déjà commencé au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en France. Mais il ne s'agira sans doute pas d'une récession généralisée semblable à celles de 74-75 et de 80-82 : il faut s'attendre plutôt à un enfoncement dans une nouvelle phase de croissance ralentie, qui s'accompagnera en tout état de cause d'un surcroît d'austérité salariale et d'une nouvelle montée du chômage.

##### 1.1.1. Pourquoi la récession n'a-t-elle pas éclatée plus tôt ?

La contradiction fondamentale à laquelle se trouvait confronté le capitalisme au début de cette période opposait profits et débouchés. En pleine période de restructurations, de mutations technologiques, les principaux pays capitalistes engageaient ou approfondissaient un tournant vers des politiques ultra-libérales visant à freiner la progression du pouvoir d'achat en la déconnectant des gains de productivité, ainsi qu'à revenir sur les acquis sociaux et autres "rigidités". L'objectif central était le rétablissement d'un taux de profit largement rogné par l'entrée en crise, et que les recettes traditionnelles mises en œuvre entre les deux récessions n'avaient pas réussi à restaurer. Mais cette compression des salaires, menée à grande échelle et en même temps par tous les pays, risquait d'engendrer un nouvel accident de parcours résultant d'un rétrécissement des débouchés.

La raison fondamentale pour laquelle la récession a pu être retardée réside alors dans la possibilité pour le capitalisme de repousser, de diluer, la manifestation de cette contradiction. La première façon d'atteindre ce résultat a été la véritable croissance à crédit que se sont permis les Etats-Unis de Reagan, à l'encontre même des principes

d'orthodoxie dont se réclamait cette expérience. Les années 80 se caractérisent en effet par un creusement spectaculaire du double déficit US : déficit budgétaire à l'intérieur, étroitement couplé à un déficit commercial à l'extérieur. L'Amérique reaganienne s'est permis une politique économique qui aurait fait pousser des cris d'effroi aux experts du FMI chargés d'encadrer les pays endettés du tiers monde. Le bouclage du modèle a été assuré principalement par l'afflux de capitaux japonais, et accessoirement allemands, vers les Etats-Unis.

Mais, pour garantir la régularité de cette source de financement, il a fallu que les taux d'intérêt soient poussés à la hausse. L'équilibre précaire du marché financier international n'a pu s'établir qu'à un niveau de taux d'intérêt absolument démentiel à l'échelle historique, qui s'est évidemment généralisé à l'ensemble des marchés financiers : aucun pays, à moins de réaliser une déconnexion totale du marché financier mondial, ne peut évidemment conserver un taux d'intérêt durablement inférieur sans se trouver confronté à un mouvement de fuite des capitaux et de perte de valeur de la monnaie. C'est le cas notamment d'un pays comme la France qui, à l'intérieur de la CEE, doit, pour s'aligner sur l'Allemagne maintenir un taux d'intérêt élevé, mais aussi un taux de change surévalué.

Ce bouclage a profité pleinement à tous ceux qui ont pu vendre sur le marché américain, rendu facilement pénétrable en raison de la hausse du dollar durant la première moitié des années 80. Les succès remportés par les "Quatre Dragons" du Sud-Est Asiatique (Hong-Kong, Corée du Sud, Taïwan et Singapour) s'expliquent en partie par l'ouverture de cet énorme débouché. Mais d'autres y ont perdu, en particulier tous les pays endettés qui ont souffert du maintien de taux d'intérêt élevés et ont ainsi contribué à financer la consommation des riches aux Etats-Unis. En revanche, on peut considérer que les effets sur l'économie européenne sont plus ambigus, notamment en raison du frein que représentent des taux d'intérêts élevés.

Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, la période 1983-89 est au total moins morose que prévu. Afin de fixer les idées, on peut la replacer dans une périodisation à moyen terme (voir Tableau 1).

Tableau 1

Croissance des pays de l'OCDE

70-73	73-79	79-83	83-89
4,7%	2,8%	1,0%	3,5%

Source : OCDE

La première récession généralisée (1974-75) conduit à un net ralentissement de la croissance, qui passe de 4,7 à 2,8 %. La seconde (1980-82) conduit à une nouvelle marche d'escalier. Enfin, la dernière période 1983-89 correspond avec 3,5 % à une croissance encore inférieure à celle des années d'expansion, mais meilleure à celle de la période 1973-79. Les évolutions du taux de chômage épousent cette même périodisation : pour l'ensemble des pays de l'OCDE il passe de 3,1 % en 1970 à 5,2 % en 1975, première marche d'escalier, puis à 8,5 % en 1983, deuxième marche d'escalier. Puis il redescend pour atteindre 6,2 % en 1989.

### 1.1.2. L'éclatement des trajectoires nationales

Cependant, comme le montre le Tableau 2, on doit constater que les économies nationales se sont comportées de manière différenciée au cours de ces quinze années de croissance ralentie.

Tableau 2  
Performances comparées des pays capitalistes

	PIB 83-89	EMPLOI 83-89	TAUX DE CHOMAGE			
			1974	1979	1983	1989
AUTRICHE	2,4	0,3	1,1	1,7	3,7	3,2
ESPAGNE	3,6	1,2	1,7	8,6	18,2	17,1
FRANCE	2,3	0,1	2,9	6,0	8,4	9,4
ITALIE	2,8	0,5	5,4	7,8	10,0	12,1
RFA	2,7	0,5	1,3	2,9	6,6	5,6
ROY. UNI	3,5	1,7	2,2	4,5	11,2	6,2
SUEDE	2,5	0,8	1,6	1,7	2,9	1,4
CEE	2,8	0,8	2,6	5,5	10,1	9,0
USA	3,8	2,4	5,6	5,8	9,6	5,3
JAPON	4,4	1,2	1,4	2,1	2,7	2,3
OCDE	3,5	1,5	3,5	5,2	8,6	6,4

PIB Taux de croissance moyen en % 1983-1989

EMPLOI Taux de croissance moyen en % 1983-1989

Taux de chômage standardisé

Source : OCDE, *Perspectives Economiques* Décembre 1990

Les raisons de ces différences de performances renvoient en premier lieu à la capacité de chaque pays à assurer une croissance plus vigoureuse de l'économie. La capacité de croître rapidement sans venir buter sur une contrainte d'équilibre du commerce extérieur, ou de tensions sur les capacités de production peut être obtenue grâce à un avantage de compétitivité qui peut lui-même être obtenu au moyen d'un avantage technologique, ou sur la base de coûts salariaux inférieurs, ou encore, comme dans le cas du Japon, à partir d'une combinaison dynamique des deux. Les Etats-Unis, quant à eux, profitent sur la période d'un privilège spécifique, celui de s'endetter au-delà des normes habituelles.

La disparité des performances renvoie ainsi à la capacité à imposer ses produits sur le marché mondial. Le commerce mondial a en effet joué un rôle moteur durant les années 80, puisque les exportations de l'ensemble des pays de l'OCDE ont progressé de 6,4 % en moyenne entre 1983 et 1989, alors que leur production n'augmentait que de 3,5 %. Le Japon tire évidemment son épingle du jeu, avec une progression moyenne de ses exportations de 6,9 %, sur la base d'une triple avance de compétitivité reposant sur des salaires inférieurs, une productivité en croissance rapide, et sur une supériorité technologique sur des produits en pleine expansion. Malgré le renchérissement progressif du yen, le Japon dégage un excédent commercial considérable, même s'il tend à se réduire. Mais les Etats-Unis font encore mieux, avec 7,3 % de croissance par an : cette bonne performance s'explique principalement par la baisse du dollar intervenue à partir de 1985. Cette baisse est considérable, puisque le dollar, qui valait 10 F au début de 1985 n'en vaut plus que 5 à la fin de 1990. Elle rend les produits américains plus compétitifs, et contribue de cette manière à limiter un déficit qui continue cependant à représenter de l'ordre de 115 milliards de dollars.

On retrouve donc l'opposition entre les Etats-Unis, qui importent plus qu'ils n'exportent et fondent leur croissance sur ce déficit, et le Japon qui au contraire vend plus qu'il n'achète sur la base d'un avantage concurrentiel, et dont les capitaux (ainsi que ceux de l'Allemagne) viennent financer le déficit du premier (voir Tableau 3).

Tableau 3  
Balances commerciales

	1989	1990	1991
USA	-115	-116	-115
Japon	+ 77	+ 58	+ 60
RFA	+ 77	+ 81	+ 66

Milliards de dollars

Données et prévisions OCDE

L'Europe dans son ensemble se caractérise par une situation intermédiaire : elle ne dispose de suprématie technologique que sur un nombre réduit de créneaux industriels. Elle n'est pas en mesure d'imposer au reste du monde le financement de son déficit. De plus, les capitalismes européens se heurtent à la résistance des travailleurs au bradage des acquis et à l'instauration d'un marché du travail à deux vitesses, ce qui est pourtant l'objectif réel de ce que l'OCDE baptise "ajustement structurel". Chacun des pays se différencie selon toute une série de facteurs (dynamisme démographique, gestion de l'immigration, extension des formes d'emploi précaires, compétitivité industrielle, etc.) qui définissent un mode de reproduction interne de l'économie nationale.

### 1.1.3. Trois contradictions majeures

Cet éclatement des trajectoires nationales est l'une des trois contradictions principales du capitalisme mondial. D'un côté, il y a une tendance claire à la mondialisation : les firmes multinationales en sont les vecteurs actifs, et beaucoup d'entre elles raisonnent d'emblée à l'échelle mondiale. La vitesse de croissance du commerce mondial en fait foi. Mais dans le même temps les Etats nationaux continuent à jouer un rôle clé dans la régulation du capitalisme et des relations entre classe et c'est l'une des raisons qui expliquent pourquoi on assiste dans la période récente à une désynchronisation des économies nationales, que ce soit entre Europe et USA, ou à l'intérieur même de l'Europe. Cette persistance de la dimension nationale explique aussi pourquoi l'Europe tarde à constituer un espace économique homogène, et n'a pu mener à bien une politique de relance coordonnée à l'échelle de la communauté.

Mais la contradiction la plus grave par l'ampleur de ses effets porte sur le fractionnement de l'économie mondiale, qui résulte du poids de la dette du tiers monde, des modes de répartition du revenu et, enfin, de la fonction ségrégative des nouvelles technologies. La frontière entre secteur compétitif et secteur abrité s'étend à l'ensemble du monde, en une version particulièrement régressive de la loi du développement inégal et combiné. Pour la première fois depuis longtemps, des zones entières régressent, comme l'Afrique, le Moyen-Orient, une bonne partie de l'Asie.

Le début des années 90 est donc marqué par le retour des difficultés pour le capitalisme mondial. C'est en réalité la contradiction fondamentale, entre profits et débouchés, qui refait ainsi surface. Les années 80 ont été celles du rétablissement des profits, sur la base d'une compression des salaires et d'une sévère restructuration industrielle. Les débouchés ont été assurés par l'intensification des échanges mondiaux, par une tendance

de plus en plus générale à la distorsion des revenus en faveur des revenus non salariaux, enfin par l'endettement interne et externe aux Etats-Unis. Or, ce dispositif est par nature instable, tant dans sa dimension internationale qu'à l'intérieur de chaque pays, et la récession en cours doit être interprétée comme l'entrée en crise de ce montage international. Fondamentalement, elle signifie que le capitalisme mondial a de plus en plus de difficulté à susciter une expansion des débouchés compatible avec la rentabilité du capital et une croissance potentielle très élevée de la production. Si on veut aller à la racine des choses, il faut même parler de crise fondamentale du système, puisque ce qui est mise en cause, c'est le principe même du temps de travail comme critère de rationalité économique.

## 1.2. LA GUERRE ET LA RECESSION

Dans la conjoncture actuelle, la guerre est et sera utilisée comme diversion par rapport à la situation économique réelle. Il s'agit d'en prendre la mesure pour vérifier que la guerre ne jouera qu'un rôle relativement secondaire dans l'évolution de la conjoncture mondiale.

Le rôle des facteurs économiques dans le déclenchement même de la guerre doit être relativisé : il serait absurde d'analyser la guerre comme une fuite en avant permettant à une économie américaine en crise de trouver une issue à celle-ci. De même, le contrôle de l'approvisionnement en ressources pétrolières constitue évidemment une motivation centrale, mais sans doute pas une condition suffisante de l'entrée en guerre. Le facteur principal est plutôt la nécessité pour l'impérialisme US de réaffirmer sa suprématie. Et c'est là qu'intervient l'articulation centrale avec l'économie : cette réaffirmation politique est d'autant plus nécessaire que la suprématie économique des Etats-Unis est battue en brèche et que leur rôle de locomotive de l'économie mondiale est en fait financé par le Japon et la RFA. Notons en passant que ces deux puissances sont les vaincues de la dernière Guerre Mondiale et que les importantes limitations apportées au développement de leur armement ne les ont pas empêchées, au contraire, de s'affirmer sur le plan économique. Il faut sans doute se débarrasser à l'occasion de cette guerre d'un marxisme sommaire faisant des dépenses d'armement un moteur de l'accumulation capitaliste. Elles représentent aussi une charge, et, pour boucler la boucle, il faut indiquer que le creusement des déficits US sont en grande partie imputables aux dépenses associées au programme reaganien de la "Guerre des Etoiles". Après la guerre, la question-clé reste donc bien celle de l'articulation USA/Japon/Allemagne.

L'un des principaux contrecoups de la guerre sera le report à des temps meilleurs de nouvelles avancées substantielles vers l'unification européenne. La CEE a disparu pendant le conflit, diplomatiquement, militairement et politiquement, et ont été ainsi renforcées les tendances visant à étaler dans le temps les étapes à franchir. Et surtout, la CEE est déséquilibrée par la logique spécifique allemande, recentrée sur elle-même en raison de la réunification qui s'annonce difficile et coûteuse et vers les pays de l'Est auprès desquels industriels et financiers allemands pèsent d'un poids particulier. Cette dissymétrie se manifeste également par le déphasage des conjonctures : pour 1991, on prévoit en Allemagne une croissance soutenue de 3,6 % qui devrait tirer les autres pays qui ralentissent comme la France et l'Italie (2 % de croissance) ou carrément au point mort comme le Royaume-Uni (0,3 %).

Les effets immédiats de la guerre sur l'économie sont difficiles à évaluer. Le facteur sans doute le plus décisif est sans doute le maintien durable du prix du pétrole aux environs de 20 dollars. Le leadership réaffirmé de l'Arabie Saoudite au sein de l'OPEP va en effet lui permettre de jouer pleinement son rôle traditionnel de modérateur des prix. Cela

devrait alléger la situation des pays qui, comme la France, continuent à dépendre de leur approvisionnement extérieur. Globalement, ce niveau de prix a un effet favorable sur l'économie mondiale ; il soulage de nombreux pays du Tiers-Monde ou d'Europe de l'Est, mais limite évidemment les ressources des pays producteurs.

Le second facteur est celui de la reconstruction des pays du champ de bataille. Il est difficile d'estimer l'ampleur des dégâts : en ce qui concerne l'Irak, le vice-premier ministre irakien a avancé la somme de 200 milliards de dollars, soit 5 ou 6 ans de son produit national. Cela paraît beaucoup aux journalistes de l'Expansion qui rappellent que Sauvy évaluait à 15 mois de PIB les destructions de la Première Guerre Mondiale. Coupons la poire en deux et disons 100 milliards de dollars. Quant au Koweït, on avance le chiffre de 45 milliards de dollars. Mais ces calculs d'hypothécaires n'ont pas grand sens. La vraie question, concernant l'avenir de l'Irak, est de savoir si la reconstruction est tout simplement possible. Le pays était déjà lourdement endetté et c'est d'ailleurs l'une des causes de l'invasion du Koweït ; les estimations officielles de la dette tournent autour de 24 milliards de dollars, mais ce chiffre sous-estime évidemment la dette militaire, et d'autres sources avancent le chiffre astronomique, à l'échelle du pays, de 80 milliards de dollars. Et on sait que l'ONU de Bush veut "faire payer l'Irak" et lui faire porter la charge de la reconstruction du Koweït.

Celle-ci devrait en tout état de cause ouvrir des contrats juteux. Le Koweït a les moyens, puisqu'aux ressources pétrolières (12 à 15 milliards de dollars), il faut ajouter les recettes de ses placements financiers (7 à 8 milliards de dollars). Mais il est probable que le Koweït va choisir d'emprunter tout ou partie du financement. Dans ces conditions, l'effet de relance va être compensé en partie par une réallocation des flux de capitaux, un peu à l'image des capitaux allemands destinés à financer le renflouement de l'ex-RDA. Le Koweït va certes privilégier les entreprises américaines, mais cela va-t-il créer un ballon d'oxygène suffisant ? Globalement, on peut penser que non, compte tenu des remises de dette que les USA vont devoir accorder comme dans le cas de l'Egypte, du coût du maintien sur place des troupes impérialistes. La relance par les dépenses militaires n'est pas évidente, car les Etats-Unis ont puisé dans un stock énorme d'armements et parce que le gonflement du déficit budgétaire ne saurait être poussé encore plus loin. Les Etats-Unis vont peut-être rentrer dans leurs fonds et au-delà, puisqu'ils devraient recevoir 54 milliards de dollars (20 de l'Arabie Saoudite, 18 du Koweït, 9 de l'Allemagne) alors que les dépenses liées à la guerre sont estimées entre 30 et 45 milliards (Libération 22/03/91).

Au total, la croissance aux Etats-Unis devrait être nulle en 1991 et la reprise dépendra en fait de facteurs non liés directement à la guerre : la demande intérieure pourra-t-elle reprendre malgré le recul de la consommation et des profits ? La crise des caisses d'épargne et du système bancaire ne va-t-elle pas conduire soit à une implosion, soit à un assainissement sévère ? Le financement des déficits va-t-il pouvoir être assuré ? Au total, on retrouve l'ensemble des tensions et contradictions que la croissance à crédit des USA a accumulé, et la guerre du Golfe ne modifie pas qualitativement les données du problème. On peut même avancer, avec Fabra, que les effets économiques de la guerre se situent dans le prolongement de la croissance à crédit des Etats-Unis : "Les modes de financement de nos modernes économies de paix présentent de frappantes analogies avec les méthodes de financement habituellement utilisées en temps de guerre. Via les déficits publics et le crédit à la consommation sous toutes ses formes, les marchés de capitaux sont appelés à fournir les ressources nécessaires pour couvrir des dépenses éminemment improductives (au sens économique du terme)". (Fabra "Le financement de la guerre" *Le Monde* 22/01/91). Le tableau 4 ci-dessous illustre la fragilité financière des Etats-Unis.

Tableau 4

## USA : un endettement généralisé

	1980	1990
Dettes publiques	1250	4050
Dettes des entreprises	829	2100
Dettes des consommateurs	1300	3000
Total des dettes	3400	9150
PNB	2732	5300
Part du service de la dette en % du budget fédéral	13	20

Source : M.F. Toinet. "Le relatif déclin de la puissance américaine" *Monde Diplo* Mars 1991

La dimension politique du problème conduit d'ailleurs à une conclusion ambiguë : d'un côté, les Etats-Unis ont clairement restauré leur rôle d'impérialisme en chef, obtenant soumission et finances de leurs vassaux allemands et japonais, mais ce résultat a été obtenu au prix d'une fragilisation supplémentaire de la finance US et d'une dépendance renouvelée vis-à-vis des capitaux étrangers. Les déséquilibres mondiaux sont reconduits et le déphasage entre puissance politico-monnaire et puissance économique est maintenu. La guerre du Golfe n'aura pas dessiné de solution durable aux contradictions inter-impérialistes.

Dans le cas de la France, les effets de la guerre devraient être globalement négatifs ou neutres : certes, la stabilisation du prix du pétrole évite un alourdissement de la facture énergétique, et le pourboire koweïtien (1 milliard de dollars) devrait couvrir "nos frais". Mais la France va perdre du côté des exportations, que ce soit vers l'Irak ou le Moyen-Orient en général, sera marginalisée dans les contrats de reconstruction ; les 40 milliards de francs de dettes à l'égard de l'Irak sont évidemment perdus, et les performances moyennes de l'armement français durant le conflit ne devraient pas donner un coup de fouet aux exportations. En tout cas, une chose est certaine : le ralentissement de la croissance en France a commencé avant même l'invasion du Koweït. En rythme annuel la croissance du PIB a suivi en effet la chronique suivante :

1er semestre 1989	4,7 %
2ème semestre 1989	3,2 %
1er semestre 1990	2,0 %
2ème semestre 1990	1,8 %

Et la fin de la petite période d'expansion renvoie à des facteurs structurels tout-à-fait indépendants de la guerre.

## Conclusion sur l'économie mondiale

Le cadre le plus probable, compte tenu de l'analyse présentée ci-dessus est celui d'une croissance lente, rendant nécessaire la poursuite des politiques d'austérité salariale et inévitable la remontée du chômage dans les principaux pays industriels. La phase de croissance plus soutenue que l'on a pu enregistrer entre 1984 et 1989 est terminée, sans que l'économie mondiale capitaliste soit sortie de l'onde longue récessive, ou ait mis en place un nouveau mode de régulation. Au contraire, ce cycle de croissance a été obtenu au prix d'une accumulation de gigantesques tensions financières qui après avoir soutenu

cette croissance, se resserrent maintenant comme un carcan sur l'économie mondiale. Aujourd'hui, la logique de fonctionnement du capitalisme est fondamentalement instable, et implique un creusement des inégalités, tant à l'intérieur de chaque pays qu'entre pays riches et pays pauvres. Ni la "transition" des pays de l'Est, ni, a fortiori, la reconstruction du Koweït ne peuvent engendrer une nouvelle dynamique d'accumulation du capital. Derrière la vitrine de ses succès, le capitalisme fonctionne d'une manière de plus en plus régressive socialement, sans pouvoir dégager de perspectives de sortie par le haut ou de retour à "l'Age d'or" des années d'expansion, dont la portée aura été finalement assez limitée. La dernière décennie devrait marquer un rétrécissement des bases objectives de la légitimité capitaliste, au-delà de son actuel triomphe idéologique.

## 2. LE CAPITALISME FRANCAIS DANS LA TOURMENTE

### 2.1. L'AUSTERITE SALARIALE

En 1988, le salaire net moyen était de 8433 F par mois, et 50 % des salariés gagnaient moins de 6900 F par mois. Depuis le tournant vers l'austérité, le salaire réel augmente très peu, alors que d'importants gains de productivité sont réalisés. Il y a donc un mouvement très fort de rétablissement du taux de marge et, mais dans une moindre mesure, du taux de profit.

Cette tendance au creusement des inégalités se fait sentir y-compris à l'intérieur des salariés. Depuis 1984, l'éventail des salaires a recommencé à augmenter, notamment en raison du ralentissement de la progression du SMIC, et de la non-diffusion de ses augmentations. En 1986, 17 % des ouvriers et des employés gagnaient entre 95 et 108 % du SMIC. Sur 164 branches de plus de 10000 salariés, 134 comportent au moins un niveau de salaire minimum hiérarchique inférieur au SMIC. Plus de 80 % de ces 134 branches ont la totalité des niveaux non qualifiés rattrapés par le SMIC.

L'individualisation des salaires se développe : en 1988, plus de 30 % des entreprises du privé, regroupant un salarié sur deux, ont accordé des augmentations individualisées. Ces dernières années, le pouvoir d'achat du salaire moyen a progressé d'environ 1 % par an, mais cette progression correspond pour l'essentiel à des effets de structure (carrières individuelles, licenciements des moins qualifiés, etc.). Le "prix du travail" calculé à partir d'une répartition constante des postes de travail, a commencé à baisser depuis 1978, et cette baisse s'est accélérée à partir de 1983. Dans la Fonction Publique, le recul est encore plus marqué (voir INSEE, Données Sociales 1990). La précarité du statut salarial s'accroît dans les petites entreprises. Les conventions et accords d'entreprise concernent avant tout les entreprises de plus de 500 salariés, et 4 salariés sur 5 restent ainsi à l'écart des conventions d'entreprise.

Si le pouvoir d'achat des travailleurs stagne, les revenus non salariaux continuent à progresser : on constate une très profonde modification de la répartition du revenu, le développement de la finance servant ici de levier. Dans ces conditions, la croissance de la demande interne repose essentiellement sur l'essor de la consommation des riches. Il faut une fois de plus rappeler ces chiffres éloquentes fournis par l'INSEE : si l'on classe les ménages selon le revenu (salarial ou non), la consommation des 25 % de ménages à bas revenus stagne sur dix ans, entre 1979 et 1989, tandis que celle des 25 % de ménages les plus riches progresse de 20 %.

## 2.2. LA FIN DES "TROIS GLORIEUSES"

Pourtant la conjoncture économique des années 1988, 1989, et de la première moitié de 1990, a pu laisser penser que l'on sortait de la crise. Pendant ces 30 mois, le théorème de Schmidt selon lequel "les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain, et les emplois d'après-demain" a commencé à fonctionner : les profits ont été fortement restaurés, l'investissement a enregistré une vigoureuse reprise, et le nombre d'emplois a augmenté d'environ 500 000 en deux ans. Le boom de l'investissement ne résulte pas seulement de la reprise des profits mais tout bêtement aussi du fait que l'économie française avait tellement peu investi depuis une dizaine d'années qu'il fallait, ne serait-ce que pour maintenir les capacités de production à flot, recommencer à s'équiper, notamment dans l'industrie. C'est ce qui a été fait, qui plus est dans une conjoncture internationale favorable, notamment en raison du contre-choc pétrolier qui a permis au capitalisme français d'avaler un creusement spectaculaire de son déficit extérieur.

Mais il ne s'agissait que d'une reprise par nature transitoire, car l'investissement ne peut s'auto-entretenir éternellement s'il n'est pas relayé, soit par la demande interne, soit par les exportations. Du côté des exportations, on sait ce qu'il en est : le capitalisme français qui a tout misé sur les armements, les ventes au Tiers monde, le "zéro salaire" et le "franc aussi bon que le mark" a finalement zéro sur toute la ligne : on a beau écraser les salaires, l'insuffisance de la recherche, de l'investissement et de l'effort de formation, une mauvaise spécialisation et un taux de change trop élevé font que les exportations suivent péniblement la demande mondiale, alors que les importations, au contraire, pénètrent allègrement le marché intérieur. Ce double mouvement conduit à une dégradation spectaculaire du solde extérieur industriel : sans même compter le matériel militaire, on passe d'un excédent de 65 milliards en 1984 à un déficit de 59 milliards en 1990. Du côté de la demande intérieure, les choses ne vont guère mieux, puisque le principe d'une "croissance zéro pouvoir d'achat" a pour corollaire la stagnation de la consommation des salariés.

## 2.3. 1991 : RETOUR A LA CASE DEPART

Cette manière de fonctionner était par nature instable et ne pouvait soutenir une croissance durable. 1991 marque l'émergence simultanée de toutes les contradictions. Première contradiction : tous les pays capitalistes ne peuvent se développer sur la base de leurs ventes aux autres pays capitalistes et, quand l'économie mondiale ralentit comme c'est le cas actuellement, ce moteur de la croissance s'essouffle rapidement. Deuxième contradiction : une fois les capacités de production remises à niveau, il n'y a plus de raison d'investir, et c'est l'un des chiffres les plus significatifs d'un retournement de tendance fondamental que celui qu'annonce l'INSEE en ce qui concerne l'investissement industriel. Celui-ci ne devrait croître au mieux que de 1 % en 1991 ; bref, le "zéro pouvoir d'achat" finit par déboucher, comme seuls d'obstinés marxistes pouvaient le prévoir, sur un "zéro investissement". Troisième contradiction : la faible croissance, la mise en place d'investissements tournés vers les gains de productivité, se traduisent par des suppressions d'emplois et la montée d'un chômage qui se durcit de plus en plus et ne s'écarte qu'assez peu d'un volume de 2 millions et demi de chômeurs "officiels", auxquels il faudrait évidemment ajouter tous les chômeurs déguisés ou expulsés : jeunes en stage, préretraités, demandeurs d'emploi potentiels découragés, etc. De plus ces gains de productivité obtenus à coups de dégraissages brutaux se dégonflent dès que la croissance reprend : la productivité a ainsi reculé dans l'industrie française en 1990. Quatrième contradiction, enfin, la plus insupportable pour le capitalisme : le ralentissement de la croissance, la priorité donnée à des investissements à l'étranger réalisés à tort et à travers, le maintien de taux d'intérêt élevés comme seule manière

d'ajuster les déséquilibres internationaux (déficit US et suprématie du capitalisme allemand à l'intérieur de la CEE) conduisent peu à peu à un ralentissement de la progression des profits. On s'aperçoit en fin de compte que le théorème de Schmidt est en train de fonctionner à l'envers : faute de mettre en place un schéma de croissance stable, on va avoir moins d'investissements, moins de profits, et moins d'emplois.

La légitimité de la politique menée depuis 1983 pouvait se trouver dans la théorie de la purge : plus le traitement serait sévère, plus le malade pourrait rapidement retrouver la santé et repartir d'un bon pied. Il semble que le capitalisme français ait souffert d'une erreur de dosage et qu'il soit maintenant "accro" à l'austérité. Si une chose est sûre, c'est bien en effet que 1991 sera une mauvaise année pour les travailleurs.

Les récentes statistiques livrent sur ce point un message très clair : le nombre de chômeurs est le même qu'il y a un an, soit 2 525 000. Le vent est de nouveau aux licenciements, et l'industrie ne devrait plus être créatrice nette d'emplois en 1991. Principales charrettes annoncées : Bull (5000 suppressions d'emplois), Renault (4620), Majorette (500), Chausson (900), Michelin (2260 dont 600 à 900 aux USA), Nestlé (1000), Thomson (3 à 4000 d'ici à 1993, soit 10 % des effectifs), Prouvost (1500), Chargeurs (1000), etc. Selon l'INSEE, le taux de chômage devrait ainsi retrouver en juin prochain le niveau de la fin de 1989.

L'évolution du salaire devrait elle aussi connaître un retournement en 1991 : depuis deux ans on pouvait noter une progression du pouvoir d'achat du salaire horaire de l'ordre de 2 %, en raison des luttes mais aussi de tensions sur le marché du travail allant jusqu'à la pénurie de personnels qualifiés. Là encore, 1991 devrait marquer un retour brutal à la règle d'or du "zéro pouvoir d'achat". L'UIMM vient de mettre les points sur les i en déclarant qu'il "serait souhaitable, contrairement aux espérances que peuvent nourrir les salariés, de ralentir la progression des salaires".

L'argument du pétrole va évidemment être matraqué, mais cela risque de ne pas suffire. La vérité, c'est que le capitalisme PS ne fonctionne pas bien et débouche sur une contradiction politique centrale : la seule manière de passer la conjoncture 1991, c'est d'en rajouter dans l'austérité salariale et, en fin de compte, d'accroître le taux de plus-value, une plus-value qui devra d'ailleurs être consommée à défaut d'être investie.

### 3. LA RESTRUCTURATION DE LA FORCE DE TRAVAIL

#### 3.1. EVOLUTION DES STRUCTURES DE L'EMPLOI

Ces grandes tendances depuis l'entrée en crise seront présentées au moyen du tableau récapitulatif ci-dessous. Globalement, l'emploi a relativement peu augmenté, passant de 21,7 millions à 24 millions entre 1975 et 1989. Mais cette période s'est accompagnée de très fortes redistributions (Voir Tableau 5).

La première tendance est évidemment liée à la montée du chômage qui passe de 3,5 à 9 % de la population active et frappe particulièrement les travailleurs : la crise jette au chômage 700000 ouvriers, plus de 530000 employés et 120000 "professions intermédiaires". Ce seul mouvement tend à déplacer les structures d'emploi.

La seconde grande tendance est la croissance des emplois intermédiaires, ceux qui ne sont liés ni à la production matérielle directe, ni à la gestion en propre de moyens de production. En valeur absolue comme en pourcentage, on a ainsi assisté à un recul de la petite bourgeoisie traditionnelle et de la classe ouvrière au sens strict. 480000 emplois d'agriculteurs exploitants ont été supprimés, et 40000 d'artisans et commerçants : c'est la poursuite de l'élimination de la petite bourgeoisie traditionnelle. Le nombre des ouvriers recule lui aussi, et pas seulement sous l'effet du chômage : de 7,8 millions d'ouvriers on baisse à 6,2 entre 1975 et 1989. Un poste d'ouvrier sur cinq a donc été supprimé en 15 ans de crise.

Ce double écrêtage conduit à un transfert vers les autres catégories. Du côté des travailleurs entendus au sens large, le recul du nombre d'ouvriers est compensé par la montée des employés de 4,4 à 5,5 millions et par celle des couches intermédiaires (instituteurs, santé, fonctionnaires, techniciens), de 3,3 à 4,4 millions. L'ensemble des travailleurs augmente en valeur absolue, mais baisse en proportion relative, et représente toujours les 2/3 des emplois et les 3/4 de la population active, si l'on ajoute les chômeurs.

Tableau 5  
Structure de l'emploi par catégories sociales

	1975	%	1989	%	Dif.	%F
POSSEDANTS	3458	15,9	2947	12,2	-511	
• Agriculteurs exploitants	1691	7,8	1210	5,0	-481	37
• Artisans et commerçants	1658	7,6	1616	6,7	-42	34
• Chefs d'entreprises (a)	109	0,5	121	0,5	+12	17
REPRESSION (b)	458	2,1	461	1,9	+3	7
PETITE BOURGEOISIE MODERNE (c)	1551	7,1	2318	9,7	+767	29
TRAVAILLEURS	15503	71,5	16192	67,5	+689	46
• Couches intermédiaires (d)	3282	15,5	4401	18,3	+1119	43
• Employés	4440	20,5	5566	23,2	+1126	76
• Ouvriers	7781	35,9	6225	25,9	-1556	21
CHOMEURS	752	3,5	2152	9,0	+1400	55
TOTAL	21700		24001		+2301	44

Source : INSEE, *Données Sociales*.

Données en milliers.

(a) de 10 salariés ou plus

(b) armée hors contingent, police, clergé

(c) professions libérales, professeurs, scientifiques, cadres, ingénieurs

(d) instituteurs, santé, fonctionnaires, techniciens, maîtrise

%F proportion de femmes dans l'emploi en 1989

La "petite bourgeoisie moderne" (cadres, ingénieurs, professions libérales) a augmenté, passant de 1,4 à 2,2 millions de personnes. On enregistre donc une série de mouvements importants qui se retrouvent du côté de la structure des emplois par grandes branches (voir Tableau 6). Le mouvement essentiel est cette fois le recul de l'emploi dans l'agriculture et l'industrie au profit de l'emploi dans les services. Agriculture et industrie perdent plus de 2,8 millions d'emplois entre 1974 et 1989, le tertiaire en gagne plus de 3

millions. C'est donc un mouvement important, mais qui ne doit pas cependant conduire à l'idée que l'on est passé dans une société moderne "post-industrielle". Plusieurs raisons à cette précaution :

- le remplacement d'un certain nombre d'emplois industriels par des emplois de services correspond en partie à un processus d'externalisation d'un certain nombre de fonctions autrefois réalisée à l'intérieur des entreprises industrielles, et aussi à un développement rapide de l'intérim
- le recul des emplois industriels résulte en grande partie de la faiblesse spécifique de l'industrie française et plus largement européenne. Alors que l'industrie française supprimait 24 % de ses emplois entre 1974 et 1989, la RFA en supprimait 14 %, mais les USA seulement 3 % et le Japon pratiquement aucun.
- des comparaisons internationales montrent que la capacité des grands pays industriels à créer des emplois est liée à leur activité industrielle. Il y a donc en partie complémentarité, effet d'entraînement des emplois industriels sur les créations d'emplois dans les services.

Tableau 6  
Evolution de l'emploi par branches

	1974	1989	Diff.	%
AGRICULTURE	2273	1396	-876	-38,5
INDUSTRIE	8194	6243	-1952	-23,8
• Agro-alimentaire	587	572	-15	-2,5
• Energie	281	246	-35	-12,5
• Biens intermédiaires	1714	1210	-504	-29,4
• Biens d'équipement	1286	1043	-243	-18,9
• Automobile	534	371	-163	-30,5
• Biens de consommation	1747	1227	-520	-29,8
• Bâtiment	2045	1573	-472	-23,1
TERTIAIRE MARCHAND	6915	8703	1788	25,9
• Commerce	2550	2709	159	6,2
• Transports et télécom.	1119	1276	158	14,1
• Services aux entreprises	987	1744	757	76,7
• Services aux particuliers	825	1221	396	48,0
• Rép.auto, cafés,hôtels,restaur.	948	1149	201	21,2
• Banques et Assurances	487	604	117	24,0
TERTIAIRE NON MARCHAND	4215	5549	1334	31,6
ENSEMBLE DES BRANCHES	21597	21891	294	1,4

Source : INSEE, *Comptes de la nation*  
Emploi total par branches en milliers

Toutes ces réserves étant faites, la structure du groupe des travailleurs a néanmoins considérablement changé : en 1975, il y a 50 ouvriers sur 100 travailleurs, en 1989, il n'y en a plus que 38. Cette évolution ne résulte pas d'ailleurs tellement d'une modification des structures de qualification mais principalement par l'exclusion d'une masse importante d'environ 1,5 million d'ouvriers non qualifiés. Ce chiffre correspond à l'accroissement du chômage, même s'il ne s'agit évidemment pas des mêmes personnes, les trajectoires individuelles étant évidemment plus complexes.

A ce recul global correspond une tendance à la fragmentation de la classe ouvrière, qui porte sur les statuts, mais se traduit aussi par le recul relatif des grandes concentrations ouvrières. Cela provient de ce que la crise a particulièrement frappé, du point de vue des réductions d'effectifs, des secteurs très concentrés tels que la sidérurgie, l'automobile, les chantiers navals. Statistiquement on constate que le recul des effectifs concerne pour l'essentiel les plus grands établissements (cf. Tableau 7), même si ce mouvement est moins discernable au niveau des entreprises. Il n'y a donc pas déconcentration de la propriété du capital, mais on doit noter une baisse d'environ 11 % de la taille moyenne des implantations industrielles.

Tableau 7  
Répartition des salaires de l'industrie

Taille d'établissement	1977	1987	Evol.
moins de 100 salariés	2005 (35%)	1955 (43%)	-50
de 100 à 1000 salariés	2406 (42%)	1846 (41%)	-560
plus de 1000 salariés	1318 (23%)	745 (16%)	-573
Total	5729	4546	-1183

Source : INSEE Première n°39 Septembre 1989  
Données en milliers

### 3.2. LA MONTEE DU CHOMAGE

Le chômage est l'un des principaux symptômes de l'entrée en crise. Avant 1974, il concerne 500000 personnes, soit 2 à 3 % de la population active. Avec l'entrée en crise, le chômage croît avec une terrible régularité pour atteindre 2500000 personnes, soit 10 % de la population active en 1984. Depuis, le nombre de chômeurs et le taux de chômage fluctue autour de ce plafond. Des chiffres présentés dans le Tableau 8, on peut extraire quelques résultats importants.

Tableau 8  
Dix ans d'emploi et de chômage

	CHO1	CHO2	TCHO	EMPLOI
1981	1750		7,4	21716
1982	1923		8,1	21752
1983	1974		8,3	21668
1984	2323		9,7	21467
1985	2442		10,2	21401
1986	2490	2592	10,4	21423
1987	2532	2587	10,5	21484
1988	2410	2559	10,0	21639
1989	2312	2505	9,4	21891
1990		2532	9,0	22132

Sources : INSEE. Données en milliers  
CHO1 Chômeurs au sens du BIT  
CHO2 Demandes d'emploi au 31 décembre  
TCHO Taux de chômage au sens du BIT

Les années récentes ont enregistré une création significative d'emplois. Entre 1981 et 1987, le nombre total d'emploi recule de 230000. Durant les trois dernières années (1988-1989-1990), ce sont 650000 emplois nouveaux qui sont créés, grâce à la reprise de la croissance.

Pourtant, et c'est le second résultat, le chômage ne baisse que de 55000, si on le mesure à partir des demandes d'emploi à l'ANPE, de 220000 sur 1988 et 1989, si on en croit l'Enquête de l'Emploi de l'INSEE, qui adopte la définition du BIT (Bureau International du Travail). D'où vient ce mystère ? La différence réside en partie dans la définition très large de l'activité retenue par le BIT : il suffit d'avoir travaillé ne serait-ce qu'une heure dans la semaine pour ne pas être considéré comme chômeur. C'est pourquoi, le taux de chômage est plus faible à Mexico qu'à Paris. Mais la réponse de fond renvoie à la malléabilité des structures sociales, et à l'existence, entre emploi et chômage, d'une frange de statuts intermédiaires, qui ne sont ni de vrais emplois, ni le vrai chômage : en cas de reprise de l'emploi, ces statuts intermédiaires diminuent un peu, ce qui empêche le vrai chômage de diminuer significativement. Il y a notamment une frange de femmes qui est découragée quand ça va mal, mais se remet à demander un emploi lorsque les perspectives d'embauche s'éclaircissent (voir Tableau 9).

Tableau 9BIT bit

+ Demandes ANPE (catégorie 1)	+ 2 534
+ Demandes ANPE (catégories 2 et 3)	+ 268
= Demandeurs ANPE	= 2 802
- Titulaires d'un emploi	- 310
- N'effectuent pas de recherches	- 169
- Non disponibles	- 129
- Ajustement statistique	- 199
+ Chômeurs non inscrits	+ 313
= Chômeurs au sens du BIT	= 2 308

Source : *Alternatives Economiques*, Janvier 1991  
Données Mars 1989, en milliers

La CGT publie régulièrement un tableau rassemblant les diverses catégories de "sans emploi" qui, sans entrer dans les définitions officielles du chômage peuvent être incluses dans le champ de ceux qui en subissent les effets (voir Tableau 10).

Tableau 10  
Chômeurs et sans emploi en Novembre 1990

DEFM1	2 582 509
DEFM2 + DEFM3	274 066
Dispensés de pointage	293 904
Formation-reconversion	188 165
Actions FNE	170 650
Mesures jeunes	253 789
TOTAL SANS EMPLOI	3 763 083

Source : CGT. *Le Peuple* n°1322/1323 14 Février 1991  
DEFM1 Personnes sans emploi, immédiatement disponibles,  
à la recherche d'un emploi à durée indéterminée,  
à temps plein.  
DEFM2 Demandes d'emploi à temps partiel  
DEFM3 Demandes d'emploi saisonnier ou temporaire  
FNE Fonds national pour l'emploi

La contrepartie de ces mouvements est ce que l'on pourrait appeler la densification du noyau dur du chômage. En septembre 1990, les chômeurs de longue durée (plus d'un an) représentent 31 % des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, soit un nombre d'environ 800000 personnes. 58 % sont des femmes, et 24 % des travailleurs âgés de plus de 50 ans, et près du quart sont chômeurs depuis plus de trois ans. Une enquête menée en France et portant sur 1000 personnes inscrites au chômage en Août 1986 montre ainsi que 15 mois après, 410 seulement ont retrouvé un emploi (et seulement 190 un "vrai" emploi), tandis que 520 étaient toujours inscrits au chômage et que 70 avaient renoncé. Les économistes du travail commencent à parler d'"inemployabilité" pour désigner ces véritables exclus.

### 3.3. LES FEMMES

Le phénomène marquant est la montée du taux d'activité des femmes. De 6,5 millions de femmes actives en 1962, on est passé à 10,5 millions aujourd'hui, alors que le nombre des hommes actifs n'a augmenté que de 13 à 13,5 millions. Ce mouvement continue pendant la crise, le taux d'activité des femmes passant de 41 à 46 % entre 1975 et 1989, tandis que celui des hommes recule de 72 à 64 %. C'est le travail des femmes de 25 à 40 ans qui a fait exploser les taux d'activité, et il concerne aux trois quarts des emplois de salariées du tertiaire. (Ces données sont empruntées à l'article de Margaret Maruani dans Alternatives Economiques de Juin 1990).

Le tableau 11 ci-dessous détaille la contribution de l'activité féminine à l'évolution de la population active. Il s'analyse ainsi. Sur la base de la croissance de la population en âge d'activité, l'augmentation de la population active aurait été de 1,4 millions entre 1980 et 1988. Elle n'a augmenté que de 944000 personnes en raison de la baisse du taux d'activité moyen, qui résulte d'un double mouvement : la baisse d'activité des hommes est équivalente à un recul de 963000 personnes de la population active et compense donc l'effet du taux d'activité féminin qui représente un afflux de 500000 personnes.

Comme la population active n'est que potentiellement active et se répartit en emploi et chômage. Le bilan global sur la période est simple : comme il y a eu peu de créations d'emplois (99000), le surcroît de population active se retrouve à peu près intégralement du côté du chômage. Mais ce bilan est très différent pour les hommes et les femmes. Pour les femmes l'accroissement du chômage, de 460000 personnes, résulte d'un mouvement de créations d'emploi important (647000 emplois) mais insuffisant vis-à-vis d'une croissance très vive de la population (1106000). Chez les hommes, le chômage résulte au contraire d'un recul du nombre d'emplois (548000) plus rapide que la baisse de la population active. La part des femmes dans l'emploi passe de 38,5 % en 1980 à 42,8 % en 1989, mais, à cause des mouvements décrits ci-dessus, leur part dans le chômage est plus importante, de 57,8 % en 1989.

Tableau 11  
Evolution de la population active 1980-1988

	EMPLOI	CHO	POPAC	ACTI	POP
Hommes	-548	386	-162	-963	801
Femmes	647	459	1106	512	594
Total	99	845	944	-451	1395

Source : INSEE. Milliers de personnes.

La ségrégation n'a pas reculé et la séparation entre secteurs à emploi masculin ou féminin s'est au contraire durcie : c'est ce qui explique le maintien des inégalités de salaire moyen dans une proportion de 30 %. Six femmes sur dix gagnent moins de 6500 F, alors que c'est le cas de quatre hommes sur dix, et deux smicards sur trois sont des femmes. Cependant cette inégalité se réduit à 2 ou 3 % si l'on compare le même poste de travail dans la même entreprise : la discrimination n'est pas individualisée à ce point, elle découle de l'affectation selon le sexe dans la division du travail.

L'égalité n'est pas non plus assurée vis-à-vis du chômage : en 1989, les femmes représentent 41 % des emplois, mais 56 % des chômeurs. Du coup le taux de chômage des femmes (12,9 %) est presque le double de celui des hommes (6,8 %). Enfin, 83 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes : les femmes sont donc particulièrement concernées par le sous-emploi.

### 3.4. LA DUREE DU TRAVAIL

Au lendemain de l'arrivée de la gauche au pouvoir, notre courant impulsait l'idée d'un passage immédiat à une durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires. Le gouvernement présentait comme raisonnable la démarche visant à atteindre les 35 heures en 1985. Sous la pression d'un certain nombre de luttes, et pour symboliser le "changement" la durée légale du travail fut abaissée à 39 heures par une ordonnance de janvier 1982. Depuis, plus rien. Et ce que nous avions prévu s'est produit : à partir du moment où la durée du travail effective avait rejoint la durée légale, celle-ci devait fonctionner comme plancher. On a même enregistré un allongement récent de la durée du travail, en raison du développement des heures supplémentaires.

Il existe un certain nombre d'accords négociés sur la base d'un horaire inférieur aux 39 heures, mais c'est toujours en échange de contreparties importantes. Car le patronat industriel est surtout intéressé à allonger la durée d'utilisation de ses équipements : celle-ci, qui avait reculé à 46 heures est remonté à 50 heures. La mode est donc aux créations d'équipes successives ou de travail de fin de semaine, et un ouvrier sur quatre travaille aujourd'hui en équipe, contre un sur cinq en 1985. (Voir l'article très complet de C. Bloch-London et O. Marchand dans *Economie et Statistique* n°231 Avril 1990). La proportion des salariés ayant le même horaire tous les jours est passé de 65,3 à 58,7 % entre 1978 et 1984.

D'ailleurs cette priorité donnée à l'utilisation des équipements conduit de la part du patronat à proposer des horaires plus ou moins tordus et notamment la répartition du travail sur quatre jours, ce que rend possible la loi du 2 janvier 1979 "à condition que soit respectée la durée hebdomadaire du travail, et après avis conforme du comité d'entreprise". L'exemple de Peugeot-Poissy est particulièrement représentatif : il n'y a même pas de diminution du temps de travail, l'horaire est de 4 fois 9h37m30s sur deux tranches horaires (6h15-16h29 et 16h30-2h42). Les équipements pourront être utilisés 96h15m par semaine, soit un gain de 25 % (*Libération* 4 Nov.1990. Voir aussi l'article de D. Richter sur Flins dans *Travail* n°20 Juin 1990).

### 3.5. PRECARITE ET FLEXIBILITE

Sous le terme générique de "flexibilité" se sont multipliées depuis le début de la crise, les initiatives visant à déconstruire progressivement mais systématiquement tout ce qui pouvait ressembler à une législation du travail : réduction du rôle réel du SMIC, suppression de l'autorisation administrative de licenciement, etc. L'un des résultats

essentiels a été de rendre possible un développement rapide des formes précaires d'emploi. En 1989, un emploi sur cinq n'est pas un emploi "normal", à savoir un contrat à durée indéterminée à plein temps (voir Tableau 12).

Tableau 12  
Les formes précaires d'emploi

	1982	1989
Apprentissage	184	212
Stage	74	329
Contrat à durée déterminée	306	611
Intérim	128	234
Sous-emploi	139	226
Recherche d'un autre emploi	701	768
Temps partiel	1738	2043
Formes particulières d'emploi	3270	4520
Emploi normal	18342	17234
Emploi total	21612	21754

Source : *Economie et Statistique* n°226, Novembre 1989  
Données en milliers

En 1988, deux entrées (embauches et transferts d'établissement) sur trois correspondent à des contrats à durée déterminée (CDD). Cette proportion dépasse 80 % pour les ouvriers et employés non qualifiés. Une sortie du travail sur deux correspond à la fin d'un CDD. La durée moyenne des CDD est de 2,8 mois (3,3 dans l'industrie)

Le taux de recours aux emplois précaires au deuxième trimestre est de 7,5 % dans l'industrie, soit 3,9 % de CDD, 3,5 % d'intérim et 0,1 % de SIVP. (Pour l'ensemble de l'économie ces chiffres sont respectivement de 4,2 1,9 0,1 et 6,2 %).

L'activité d'intérim a connu elle aussi un très rapide développement, puisqu'elle a fait plus que doubler entre depuis 1986 : elle représente en 1989 un volume d'emploi équivalent à 309245 années-travail, qui correspondent pour les 2/3 à des emplois ouvriers dans l'industrie et le bâtiment. Mais l'intérim tend à se diffuser dans le tertiaire et à s'étendre parmi les emplois les plus qualifiés.

### 3.6. VERS LA SOCIETE POST-INDUSTRIELLE ?

Parmi les idéologues du système capitaliste beaucoup de sociologues du travail présentent la crise actuelle comme une transition vers une société post-industrielle qui serait caractérisée par la disparition progressive de l'industrie (et donc de la classe ouvrière) et par la montée des services. La "dématérialisation" croissante de la production, et la diffusion des nouveaux procédés d'automation conduiraient à une profonde transformation de la nature du travail. Les formes modernes de la concurrence conduiraient spontanément à l'écllosion de nouveaux rapports de travail reposant sur l'implication des travailleurs, dont dépendrait la compétitivité : production à flux tendus, réponse instantanée à une demande diversifiée, normes de qualité.

Le seul problème serait alors de gérer socialement cette transition qui, dans un premier temps, a pour effet d'exclure ceux qui ne sauraient s'y adapter, pour entrer ensuite dans le monde d'un capitalisme post-moderne, post-taylorien, post-fordiste, etc. dans lequel on pourrait imaginer de passer de nouveaux compromis sociaux.

Tout montre qu'il s'agit là d'un habillage idéologique, destiné à faire oublier que le système impose de nouvelles exigences aux travailleurs, qui viennent s'ajouter aux anciennes, sans pour autant conduire à de nouvelles formes de compensation. Quelques éléments suffiront pour illustrer ce propos. En premier lieu, il ne faut pas surestimer la diffusion de l'automatisme. Ainsi une enquête du Ministère du Travail montre que seulement 5 % des ouvriers qualifiés et 3 % des ouvriers non qualifiés utilisent l'une des 150000 MOCN (Machines outils à commande numérique) installées en France, ou un robot.

Les conditions de travail se modifient, mais pas dans le sens d'un progrès. Les nouvelles formes d'organisation du travail tendent à réduire encore un peu plus les poches de productivité qui peuvent encore exister dans la journée du travail : outre les exemples déjà cités, on peut y-compris repérer statistiquement une tendance au raccourcissement de la durée des repas et des pauses. De nouvelles formes de discipline au travail se substituent aux anciennes, et les travailleurs sont contraints d'intérioriser leur assujettissement aux fluctuations de la demande. L'exigence de concentration et la fatigue nerveuse qui en résulte croissent d'autant.

Mais il est clair que cette intensification ne conduit pas à une dignité renouvelée ou à une autonomie nouvelle du collectif de travail. C'est le contraire : les contraintes propres de la production flexible se surajoutent en somme à celles du travail à la chaîne et l'on a pu parler de TAO ("Taylorisme assisté par ordinateur"). Le caractère collectif du travail, qui est une réalité, est immédiatement nié par la tendance à l'individualisation des salaires. Enfin, le taux d'exploitation des producteurs directs augmente considérablement dans certains secteurs. A la Sollac, un responsable explique qu'on produit autant d'acier qu'en 1980 avec 50 % d'effectifs en moins : cela fait des gains de productivité de 100 % en 10 ans, soit 7 % par an environ. Chez Citroën, on parle de 50 % de voitures en plus entre 1981 et 1989, avec des effectifs réduits de 22 % : on retrouve là encore le chiffre de 7 % par an, cité à propos de Renault-Flins. Cela veut dire que l'on pourrait augmenter les salaires de 7 % sans pour autant augmenter la part des salaires. Or, l'intégralité de ces gains de productivité vont à la plus-value, et c'est exactement ce que Marx appelait la plus-value relative, fondée sur la productivité. Cet accroissement de l'exploitation va aux capitalistes, sous forme de profits, d'intérêts. Mais il est aussi rogné par d'autres formes de coûts qui sont nécessaires pour assurer les gains de productivité directe : achats de biens d'équipement, dont l'amortissement pèse lourd, et développement de nouvelles formes de travail indirect (études, conseils, ingénierie, etc.). Cette distorsion dans le partage du revenu au niveau de l'entreprise se retrouve évidemment au niveau de l'ensemble de la société. Le résultat immédiat de la flexibilité, c'est bien de faire pression, de contenir, le coût du travail direct.

Parler de dépassement du fordisme est donc une triste plaisanterie. Outre le blocage du salaire, les transformations dans les rapports de travail engendrent toute une série de conséquences nocives sur la fatigue au travail, les perturbations dans la vie sociale liée à la flexibilité des horaires, la dépendance et l'incertitude accrue liée à la précarisation des statuts, la croissance des inégalités, la tendance à la dissociation de la classe ouvrière et l'affaiblissement de ses organisations, le recul de la notion même de droit du travail. Bref, au-delà de la diversité des formes de la flexibilité, leur combinaison spécifique acquiert une évidente cohérence, qui est celle d'une offensive de grande ampleur contre les travailleurs.

## 4. L'ARTICULATION AVEC LES REVENDICATIONS

### 4.1. TIRER LES LECONS DE L'ECHEC DE LA RIGUEUR

Le discours sur la rigueur (être responsable pendant le temps nécessaire, pour que cela reparte sur des bases saines) débouche sur une impasse. De 1983 à 1991, le gouvernement a pu appliquer sa politique dans la durée et on peut aujourd'hui juger sur pièces. Le chômage est là pour durer. Et pourtant la modération salariale était présentée comme la condition des créations d'emploi, et le thème des nouvelles solidarités était conçu pour culpabiliser les fonctionnaires et présenter leurs revendications salariales comme une simple défense de leurs privilèges.

Le capitalisme français se trouve en aussi médiocre position qu'avant. Et cela n'est pas sans rapport avec la méthode d'ajustement choisie qui a consisté à virer le maximum de salariés, et à baisser au maximum les salaires, au lieu d'élever les qualifications. L'industrie française détient de ce point de vue un record, quant à l'évolution des coûts salariaux.

L'entrée dans une nouvelle phase d'austérité devrait avoir pour effet immédiat de rendre plus difficile la mobilisation, d'autant plus que l'impact idéologique de la guerre du Golfe continuera à peser. Mais la situation qui s'ouvre est à bien des égards nouvelle : la dernière décennie aura conduit à déblayer bien des illusions, à dégonfler bien des baudruches et l'un des aspects positifs à terme est qu'il y a peu de travailleurs qui croient encore possible la mise en place d'une sortie de crise qui soit favorable aux salariés, et renoue avec l'avant-crise. Les reculs enregistrés quant aux acquis ouvriers résultent plus d'une offensive multiforme, quotidienne, sournoise, d'une lente dégradation des rapports de force, que d'une offensive globale qui aurait brisé les capacités d'organisation de la classe ouvrière ou gagné les travailleurs à une formule de rechange. Les travailleurs manquent de perspectives, mais, au moins, ils ont perdu toute attente par rapport à la politique économique gouvernementale.

Les luttes à venir seront donc marquées par l'affirmation progressive de revendications, comme exigences s'opposant à la logique des patrons qui, c'est le fait nouveau, aura vu sa légitimité largement entamée par l'enlisement dans l'austérité. Mais elles resteront sans doute aussi marquée par l'émiettement, le fractionnement de la classe ouvrière : on continuera sans doute à assister à des luttes dures, mais difficiles à étendre.

### 4.2. DENONCER LES INEGALITES

La logique de l'austérité est qu'il en faut toujours plus, et la bourgeoisie continuera à tout faire pour tordre un peu plus la répartition des revenus au détriment des salariés. Pour le capitalisme tel qu'il fonctionne aujourd'hui, le salaire est avant tout un coût qu'il faut réduire au maximum, et pas une demande qui va venir soutenir la croissance. Or, et c'est un des acquis de l'économie marxiste, le capitalisme ne peut fonctionner s'il se contente de gonfler les profits sans créer les débouchés nécessaires à l'écoulement de la production. L'austérité n'est pas pour tout le monde : le capitalisme d'aujourd'hui est conçu pour fonctionner sur la base d'un développement de la consommation de plus-value, redistribuée et recyclée par l'intermédiaire d'une couche réduite de la population.

Ce dispositif économique est masqué par l'hymne général à la modernité. Il y a là une entreprise de dissimulation de la condition d'exploité, de négation de l'existence même d'une large majorité de travailleurs qui voient se durcir leurs conditions de travail et de vie, au profit des "gagneurs" de la société capitaliste. C'est pourquoi justice et dignité deviennent deux dimensions centrales des mouvements sociaux : les revendications mêlent à la fois l'expression de besoins élémentaires et une exigence de reconnaissance sociale de son travail. Il faut donc prendre en compte cette dimension qui est apparue dans toutes les luttes récentes et lier les revendications salariales, non seulement aux évolutions catégorielles du pouvoir d'achat, mais aussi à l'évolution globale de la richesse sociale.

Il n'y a pas que les salaires directs à être dans le collimateur. Les attaques insidieuses contre les acquis sociaux devront continuer : une nouvelle offensive contre la Sécurité (retraites), avec une hausse de la CSG est à prévoir à la rentrée. Elle devrait permettre de dégager un front plus large que lors du vote de la CSG, et sur des bases cette fois beaucoup plus faciles à expliquer.

#### 4.3. REAFFIRMER LES DROITS DES TRAVAILLEURS

Une bonne partie de l'offensive anti-ouvrière a pris la forme d'une attaque contre le droit du travail, plus ou moins insidieuse, mais en tout cas cohérente. Dans la période actuelle, toute la démarche revendicative devrait pouvoir s'articuler autour de l'idée selon laquelle les travailleurs ont des droits, qui doivent être établis, protégés et traduits dans les faits.

Droit au salaire : la revendication salariale doit redevenir l'affirmation d'une contre-légitimité ouvrière et non plus d'une coresponsabilité à la gestion de la crise.

Droit à l'emploi : il faut aujourd'hui remettre à jour la perspective des 35 heures, non comme monnaie d'échange contre plus de travail en équipes, mais comme moyen de créer des emplois et de répartir les progrès de la productivité.

Droit à la formation et à la reconversion : le patronat est largement responsable de la déqualification qui a condamné des centaines de milliers de travailleurs à l'exclusion. Un important retard a été pris : il convient de lui faire financer les opérations de reconversion et de formation, et d'assurer le contrôle des organisations syndicales sur un secteur qui est aujourd'hui une jungle où l'on se fait du fric sur le dos des exclus du système.

Droit du travail : le démantèlement systématique de la législation du travail n'est pas le remède-miracle à la sortie de crise. La recherche de flexibilité conduit ni plus ni moins à une aggravation de la condition de vie des travailleurs, sans contrepartie, et sans même un surcroît d'efficacité économique. Le Code du Travail n'est pas un carcan archaïque, c'est ni plus ni moins la codification à un moment des acquis ouvriers. Il faut mettre fin à son dépérissement et redéfinir en positif ce que pourrait être une charte des travailleurs.